

Travaux de rénovation du hall d'accueil et des bureaux du Théâtre National de la Colline

Consultation n°

2025M0002

Date limite de remise des plis
Procédure de passation

Jeudi 15 mai 2025 à 12 heures 00 minutes 00 secondes
Procédure adaptée ouverte
(Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures
formalisées - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Théâtre national de la Colline

Direction technique

Représentant : Théâtre national de la Colline

Adresse : Théâtre national de la Colline

15 rue Malte Brun

75020 PARIS

Téléphone : 01 44 62 52 00

Courriel : e.davesne@colline.fr









Site internet : <https://www.colline.fr/>

La personne en charge du dossier est : Erica Davesne, Responsable du contrôle de gestion des activités artistiques et des marchés publics

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Travaux de rénovation du hall d'accueil et des bureaux**

■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Travaux de rénovation du hall d'accueil et des bureaux
	Acheteur	Théâtre national de la Colline
	Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
	Structure	14 lots
	Lieu d'exécution	15, rue Malte Brun 75020 Paris
	Développement durable	Clause environnementale
	Variation des prix	Fermes actualisables
	Nature des prix	Prix forfaitaires

■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation est décomposée en 14 lots :

Type	Objet, délai
Lot	Lot n°1A DECONSTRUCTION - CURAGE – DESAMIANPAGE (CPV 45111000-8 : Travaux de démolition, travaux de préparation et de dégagement de chantier - 45262660-5 : Travaux de désamiantage)
Lot	Lot n°1B INSTALLATIONS DE CHANTIER, DEMOLITIONS, GROS-OEUVRE, CM, CB (CPV 45111000-8 : Travaux de démolition, travaux de préparation et de dégagement de chantier - 45223220-4 : Travaux de gros œuvre)
Lot	Lot n°2 FACADE - MENUISERIES EXTERIEURES – BARDAGE (CPV 45420000-7 : Travaux de menuiserie et de charpenterie - 45443000-4 : Travaux de façade - 45262650-2 : Travaux de bardage)
Lot	Lot n°3 COUVERTURE - ETANCHEITE (CPV 45261210-9 : Travaux de couverture - 45261420-4 : Travaux d'étanchéification)
Lot	Lot n°4 METALLERIE - SERRURERIE (CPV 98395000-8 : Services de serrurerie - 45262410-8 : Travaux d'assemblage d'ossatures métalliques de bâtiment)
Lot	Lot n°5 CLOISONS SECHES - PLAFONDS - PEINTURE (CPV 45442100-8 : Travaux de peinture - 45421141-4 : Travaux de cloisonnement)


Type	Objet, délai
Lot	Lot n°6 REVETEMENT DE SOLS DURS (CPV 44112200-0 : Revêtements de sol)
Lot	Lot n°7 PLAFOND ACOUSTIQUE (CPV 45323000-7 : Travaux d'isolation acoustique)
Lot	Lot n°8 MENUISERIES INTERIEURES (CPV 45421000-4 : Travaux de menuiserie)
Lot	Lot n°9 AMENAGEMENT MENUISE (CPV 44115800-7 : Aménagements intérieurs de bâtiment)
Lot	Lot n°10 CVC – PLOMBERIE (CPV 45330000-9 : Travaux de plomberie - 45331000-6 : Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation)
Lot	Lot n°11 ELECTRICITE CFO-CFA-ECLAIRAGE (CPV 71314100-3 : Services d'électricité - 31527260-6 : Systèmes d'éclairage)
Lot	Lot n°12 MONTE PMR (CPV 45313100-5 : Travaux d'installation d'ascenseurs)
Lot	Lot n°13 CUISINE (CPV 39141000-2 : Mobilier et agencement de cuisine)

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ Planning prévisionnel de la consultation* :

	Publication de la consultation des LOT 1A, LOT 1B, LOT 2, LOT 3, LOT 4, LOT 7, LOT 10, LOT 12	14 avril 2025
	Publication de la consultation des LOT 5, LOT 11	18 avril 2025
	Publication de la consultation des LOT 6, LOT 8, LOT 9, LOT 13	Fin mai-début juin
	Remise des offres des LOT 1A, LOT 1B, LOT 2, LOT 3, LOT 4, LOT 7, LOT 10, LOT 12	15 mai 2025
	Remise des offres des LOT 5, LOT 11	20 mai 2025
	Remise des offres des LOT 6, LOT 8, LOT 9, LOT 13	Fin juin – début juillet
	Notification des LOT 1A, LOT 1B, LOT 2, LOT 3, LOT 4, LOT 7, LOT 10, LOT 12, et des LOT 5, LOT 11 et démarrage des prestations	Mi-juin 2025
	Notification des LOT 6, LOT 8, LOT 9, LOT 13 et démarrage des prestations	25 juillet 2025

**Ce planning est prévisionnel et ne saurait engager la responsabilité de l'acheteur en cas de décalage dans le temps L'acheteur se laisse la possibilité de le modifier ou de l'ajuster si besoin.*

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Règlement de la consultation
- Liste des lots
- Liste des pièces
- CCAP et ses annexes
- CCTP commun et ses annexes
- Pour chaque lot : Acte d'engagement, CCTP, DPGF

Les documents suivants seront ajoutés en cours de consultation :

- Les études d'exécution de la Maîtrise d'œuvre,
- La notice de sécurité,
- Les repérages amiante avant travaux au niveau du R+2,
- Une version du RICT purgée de quelques avis suspendus,
- Les retours des autorités administratives sur le PC le cas échéant et dès réception de la MOA.

Les candidats ayant retiré le DCE sur PLACE recevront un courriel les avertissant de ces ajouts, sous réserve qu'ils aient renseigné leurs coordonnées et n'aient pas téléchargé le DCE de manière anonyme.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Visite des lieux et documents complémentaires :

Les candidats doivent obligatoirement effectuer une visite du site à une de ces dates :

- Le 18 avril à 10h
- Le 24 avril à 10h
- Le 28 avril à 9h

Les candidats devront s'inscrire sur un de ces créneaux auprès de M. Frank Grimaud, directeur technique adjoint, par courriel (f.grimaud@colline.fr) ou par téléphone au 01 44 62 52 03.

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ **Variantes :**

Les variantes à l'initiative des candidats sont autorisées sur le LOT 01B. La réponse à la solution de base est obligatoire. Le candidat doit remettre une proposition pour la solution de base même s'il propose une variante autorisée.

Chaque variante doit faire l'objet d'une offre distincte. Les candidats doivent détailler la spécification et les répercussions financières de chaque variante présentée.

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées sur les autres lots.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Capacité économique et financière	
Bilans	<i>Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi</i>
Chiffre d'affaires	<i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles</i>
Capacité technique et professionnelle	
Certificats	<i>Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures et/ou des services</i>
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>
Moyens techniques	<i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i>
Qualifications professionnelles	<i>Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)</i>

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

- Acte d'engagement
- Mémoire technique
- DPGF
- Attestation de visite

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les offres déposées après ces dates et heures limites seront rejetées.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Théâtre national de la Colline
15 rue Malte Brun
75020 PARIS

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs, seul le dernier pli sera analysé.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

La signature n'est pas exigée à la remise des offres. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier ou de manière électronique.

En cas de signature papier, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le contrat rematérialisé au format papier.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette

opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

■ Régularisation des propositions :

En cas de constatation que des pièces ou informations de candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Pour le LOT 1A :

Critère et pondération	Descriptif
1. Valeur technique (55 %)	Valeur technique
Constitution des cloisons d'isolement (5 pts)	Remise d'un mémoire technique
Dispositions pour la mise hors d'eau pendant les travaux (5 pts)	
Descriptifs des processus amiante qui seront mis en œuvre, leur statut (En test, en cours de validation, validé) et les taux d'empoussièrtements attendus, Pertinence des méthodes prévues pour le respect des règles d'hygiène et de sécurité (20 pts)	
Méthodologie de dépose du mur rideau, y compris échafaudages et équipements de levage (15 pts)	
Méthodologie de déconstruction de la passerelle en béton, y compris échafaudage et équipements de levage (10 pts)	
2. Prix (40 %)	Note de la DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire)
	Note offre X = (40/offre X) x offre la moins onéreuse
3. Critère environnemental (5 %)	Remise d'un mémoire technique
Dispositions pour favoriser la valorisation des matériaux, Pertinence des méthodes prévues pour le respect de l'environnement et la gestion des déchets sur le chantier (5 pts)	

Pour le LOT 1B :

Critère et pondération	Descriptif
3. Valeur technique (55 %)	Valeur technique
Mesures mises en œuvre pour répondre aux enjeux du projet (respect du calendrier, travaux en site occupé et exploité, gestion des nuisances, approvisionnement, stratégie d'achats) (25 pts)	Remise d'un mémoire technique
Méthodologie d'intervention, organisation du chantier, moyens humains et matériels alloués au chantier, Pertinence des méthodes prévues pour le respect des règles d'hygiène et de sécurité (25 pts)	
Présentations de références de chantiers de nature et de complexité équivalente (5 pts)	
4. Prix (40 %)	<p>Note de la DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire)</p> <p>Note offre X = (40/offre X) x offre la moins onéreuse</p>
3. Critère environnemental (5 %)	Remise d'un mémoire technique
Dispositions pour favoriser la valorisation des matériaux, Pertinence des méthodes prévues pour le respect de l'environnement et la gestion des déchets sur le chantier (5 pts)	

Pour les LOT 2, LOT 3, LOT 4, LOT 5, LOT 6, LOT 7, LOT 8, LOT 9, LOT 10, LOT 11, LOT 12, LOT 13 :

Critère et pondération	Descriptif
5. Valeur technique (55 %)	Valeur technique
Mesures mises en œuvre pour répondre aux enjeux du projet (respect du calendrier, travaux en site occupé et exploité, gestion des nuisances, approvisionnement, stratégie d'achats) (20 pts)	Remise d'un mémoire technique
Méthodologie d'intervention, organisation du chantier, moyens humains et matériels alloués au chantier, Pertinence des méthodes prévues pour le respect des règles d'hygiène et de sécurité (10 pts)	
Adéquation des produits et matériaux proposés par le candidat au regard des prescriptions du marché par la présentation notamment de fiches produits ou fiches techniques (20 pts)	
Présentations de références de chantiers de nature et de complexité équivalente (5 pts)	
6. Prix (40 %)	<p>Note de la DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire)</p> <p>Note offre X = (40/offre X) x offre la moins onéreuse</p>
3. Critère environnemental (5 %)	Remise d'un mémoire technique
Dispositions pour favoriser la valorisation des matériaux, Pertinence des méthodes prévues pour le respect de l'environnement et la gestion des déchets sur le chantier (5 pts)	

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

	rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation ou négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande de négociation.

■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ Négociations :

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec un ou plusieurs candidats.

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec les 5 candidats les mieux classés (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes) à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit. Les négociations se dérouleront en autant de tours que nécessaire.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites par tout moyen (profil acheteur, entretien, téléphone, courriel). Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. À l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ Documents à produire par l'attributaire :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
PARIS
75181
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Télécopie : 01 44 59 46 46

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : ... ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)